

<https://www.pressegauche.org/Crise-des-medias-Les-solutions-a-portee-de-main-du-gouvernement>



Crise des médias : Les solutions à portée de main du gouvernement

- Politique québécoise - Politique -



Date de mise en ligne : mardi 3 septembre 2019

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

Il est faux de prétendre que les médias écrits n'ont pas su s'adapter à de nouvelles réalités économiques. Les médias écrits québécois ont développé une grande diversité de plateformes. Ils n'ont jamais eu autant de lecteurs qu'aujourd'hui.

Alors que débute aujourd'hui la Commission parlementaire portant sur l'avenir des médias, la CSN estime qu'un grand nombre de solutions sont à la disposition du gouvernement pour soutenir la presse écrite, qui vit des moments très difficiles, comme on a pu le constater ces derniers jours avec la menace de faillite qui plane au-dessus des quotidiens du Groupe Capitales Médias.

« Un grand nombre d'entreprises privées reçoivent actuellement une multitude de financements gouvernementaux, que ce soit par l'entremise de crédits d'impôts ou de subventions directes, rappelle le président de la CSN, Jacques Létourneau. Étant donné l'intérêt public de la presse écrite dans notre système démocratique en matière d'accès à une information diversifiée et de qualité, il tombe sous le sens, en fonction de la crise actuelle, que le gouvernement instaure des mesures de financement adéquates et équitables pour l'ensemble des joueurs. Il est minuit moins une, mais il est encore le temps d'agir. Voilà pourquoi la mise en place de ces mesures doit se faire rapidement. »

Pour la présidente de la Fédération nationale des communications (FNC-CSN), Pascale St-Onge, il est faux de prétendre que les médias écrits n'ont pas su s'adapter à de nouvelles réalités économiques. « Les médias écrits québécois ont développé une grande diversité de plateformes. Ils n'ont jamais eu autant de lecteurs qu'aujourd'hui. Ce sont les revenus publicitaires qui ont été directement engloutis par les géants numériques étrangers, sans que les gouvernements mettent en place les moyens appropriés en matière de fiscalité et de taxation. Voilà pourquoi nous demandons aujourd'hui au gouvernement de jouer le rôle de législateur qui lui revient. »

Un ensemble de mesures à la disposition du gouvernement

Dans leur mémoire présenté aujourd'hui à la commission, la CSN et la FNC-CSN proposent un ensemble de mesures concrètes pour répondre aux enjeux actuels :

- 1- La mise sur pied d'un Fonds québécois pour le journalisme, financé entre autres par la taxe de vente nouvellement prélevée auprès des entreprises numériques étrangères ;
- 2- Accorder un crédit d'impôt de 25 % sur la masse salariale globale ;
- 3- Une révision de la taxe au recyclage afin de réduire le poids assumé par les entreprises de presse, notamment en faisant contribuer les entreprises de vente en ligne ;
- 4- Un réinvestissement de la publicité gouvernementale dans les médias québécois ;
- 5- La révision des exemptions fiscales sur les investissements en publicité des entreprises afin de favoriser la publicité dans nos médias ;
- 6- Poursuivre et bonifier les subventions aux investissements numériques ;

Crise des médias : Les solutions à portée de main du gouvernement

- 7- Devant l'inertie du fédéral en matière de réglementation sur l'Internet et le numérique, que le gouvernement du Québec revendique les pleins pouvoirs afin de protéger notre culture et nos industries médiatiques et culturelles ;
- 8- Que les avis publics soient à nouveau publiés par les quotidiens et les hebdomadaires couvrant le territoire des municipalités ;
- 9- Bonifier le financement de Télé-Québec afin de stimuler la production de contenus journalistiques régionaux ;
- 10- Mettre sur pied un institut multidisciplinaire d'étude ;
- 11- Assurer un financement adéquat du Conseil de presse.

La version complète du mémoire de la CSN et de la FNC-CSN peut être consultée à l'adresse suivante :

https://www.fncom.org/wp-content/uploads/2019/08/2019_memoire-avenir-media_CSN.pdf